

ACTU'


 SNUEP
F.S.U.

 LE SYNDICAT
DE L'ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNEL
PUBLIC

NOVEMBRE 2021 • n° 124 supplément n° 1

10^{ème} CONGRÈS NATIONAL

METZ

31 janvier au 4 février 2022

*Votez et
postez avant le
25 novembre
2021*


 U.
F.S.U.

ENGAGÉES
AU QUOTIDIEN

Tous les 3 ans la FSU organise un congrès national, précédé de congrès départementaux. Ces moments de débats démocratiques impulsent l'orientation de la FSU pour les trois années suivantes. Les instances délibératives de la fédération sont renouvelées à l'occasion de chaque congrès. Les 5 courants de pensée de la fédération proposent au vote des syndiqué-es une

liste nationale appuyée à un texte d'orientation. Le rapport national d'activité de la FSU, les listes et les textes sont dans le POUR spécial que vous avez reçu courant octobre et disponible en ligne sur le site de la FSU. Au sein du SNUEP, ce vote national est organisé par correspondance. La FSU étant une fédération démocratique, basée sur l'expression de ses

syndiqué-es, nous vous invitons à y participer massivement. Les syndiqué-es 2020-2021 et 2021-2022 sont électeurs et électrices.

Votre vote national doit être posté avec l'enveloppe T le 25 novembre 2021 au plus tard.

Pour le renouvellement des instances départementales, un vote distinct de ce vote national peut se dérouler dans votre département. ■

VOTE PAR CORRESPONDANCE DU 4 AU 25 NOVEMBRE 2021

Matériel de vote joint : bulletin avec modalités de vote au verso, enveloppe bleue, enveloppe T

N'oubliez pas d'indiquer vos nom, prénom et département sur l'enveloppe T, et de la signer.

SOMMAIRE

- Introduction P1
- Expression des courants de pensée P2 à 4
- Les courants de pensée P4

LISTE À L'INITIATIVE DE UNITÉ ET ACTION ET SANS TENDANCE

Renforcer la FSU et rassembler dans l'unité pour lutter contre le démantèlement de l'enseignement professionnel public



Les deux années de crise sanitaire ont montré la nécessité d'en finir avec les politiques libérales et l'urgence de renforcer tous les services publics. Nous sommes confronté-es à une crise multiforme (sociale, environnementale, climatique, démocratique...) qui engage les organisations syndicales à poursuivre et amplifier les mobilisations pour une société plus juste et égalitaire.

La construction d'alternatives pour transformer notre société passe par la recherche d'unité intersyndicale et par la construction de revendications communes largement partagées afin de mener à des actions d'ampleur. Elle passe aussi par des échanges avec les organisations politiques et les associations progressistes, et ce, en toute indépendance.

Face aux politiques néfastes, menées par le gouvernement Macron qui affaiblissent l'École et tentent de démanteler les LP, SEP, SEGPA et EREA, la FSU doit être à l'offensive. Le renforcement du service public d'Éducation et la défense de l'enseignement professionnel public et de ses personnels doivent être une priorité. La FSU doit créer le rapport de force indispensable pour continuer à peser dans les négociations futures et obtenir des avancées significatives en termes d'amélioration de la formation, des conditions de travail et de rémunération pour l'ensemble des agent-es de la Fonction publique. Plus globalement, nous devons continuer à combattre toutes les décisions qui creusent les inégalités et les injustices, défendre avec force les valeurs démocratiques,

sociales et républicaines qui affirment l'égalité des citoyennes et des citoyens et engager les actions nécessaires à leur effectivité, notamment concernant l'égalité réelle entre femmes et hommes.

Le congrès de Metz doit être celui du renforcement de notre fédération, de l'unité et de l'action pour le développement des services publics, à la veille d'échéances électorales nationales importantes. ■

Votez Unité & Action et sans tendance !

Sigrid GÉRARDIN, Axel BENOIST, Frédéric ALLÈGRE, Séverine BRELOT, Stéphane LEROY, Jacques ALEMANY, Serge BERTRAND, Rafikha BETTAYEB, Dominique BOUILLAUD, Jérôme DAMMEREY, Florence DRÉAN, Catherine JAUNET, Géraldine JOUSSEAUME, Françoise LOURS, Pascal MILLET, Andrée RUGGIERO, Christophe TRISTAN, Laurence TRUBLEREAU

LISTE À L'INITIATIVE DE L'ÉÉ (ÉCOLE ÉMANCIPÉE)

POUR UNE FSU COMBATIVE ET DÉTERMINÉE

Votez et faites voter pour la liste École Émancipée



Les confinements et la mise en pause de pans entiers de l'économie ont creusé encore davantage les inégalités et ont jeté de nouvelles personnes dans la précarité. Malgré deux années éprouvantes, Macron et le gouvernement n'entendent pas renoncer aux contre-réformes et profitent même d'un effet d'aubaine pour poursuivre leur politique libérale, réduire nos droits sociaux, collectifs et nos libertés publiques. Alors que les aides publiques en faveur des entreprises se comptent en milliards, ils n'apportent aucune réponse aux urgences des inégalités sociales, à l'urgence écologique, aux urgences face aux discriminations et aux violences faites aux femmes. La réforme de l'assurance chômage va encore appauvrir les chômeurs-euses, notamment les jeunes qui subissent les emplois discontinus et précaires tandis que la réforme des

retraites est toujours dans les tuyaux. Les services publics et la Fonction publique restent au cœur des attaques. Les services publics sont démantelés, restructurés ou externalisés vers le privé et les agent-es subissent la loi de Transformation de la Fonction publique qui accentue la précarité et réduit leurs droits collectifs. La loi dite 4D remet en cause l'égalité d'accès et de traitement de la population dans les services publics. Ces lois, qui affaiblissent les garanties collectives et statutaires, préfigurent la liquidation du statut général des fonctionnaires.

Sous Blanquer, l'école devient de plus en plus inégalitaire et ses réformes organisent la mise au pas des enseignant-es. La réforme de la voie pro continue de se mettre en place tandis que les PLP endurent des dispositifs qui diminuent

les temps d'enseignement et les contenus et les élèves voient leurs opportunités en matière de poursuite d'études et d'insertion professionnelle s'amoinrir. Pour lutter contre ces politiques, notre syndicalisme doit contribuer à élever le rapport de force pour un projet de société féministe, solidaire et écologique, pour construire un front d'opposition pérenne aux politiques ultralibérales.

De ce congrès doit sortir une FSU encore plus fédérale et démocratique, avec une orientation résolument combative en travaillant sans relâche à l'unité du syndicalisme de lutte et de transformation sociale. ■

Olivier BAUDOIN, Virginie BOUVOT, Éric CAVATERRA, Adrien GARDE, Ghislain GILLOT, Mathieu LARDIER, Isabelle LAUFFENBURGER, Paul LÉBOUC, Jérôme LENORMAND, Elise SAINSON, Pierre VERDEYROUT

LISTE UNITÉ, REVENDICATIONS, INDÉPENDANCE SYNDICALE (URIS)

Signer les accords proposés par le gouvernement ?

**OU DIRE EN TOUTE CLARTÉ :
ABROGATION DE LA RÉFORME
DE LA VOIE PROFESSIONNELLE,
RECRUTEMENT DE DIZAINES
DE MILLIERS D'ENSEIGNANTS.**

Le gouvernement poursuit ses plans de déréglementation et de démantèlement de l'Education nationale comme le montre son projet pour 50 écoles de Marseille où les directeurs pourraient recruter les enseignants.

En cette rentrée, Macron continue de privilégier le développement de l'apprentissage auquel il accorde un milliard de plus. Dans le même temps, des centaines de contractuels ne sont pas réemployés ; 1 000 postes ont été supprimés, l'équivalent de 20 LP rayés de la carte. C'est une des conséquences de la réforme de la voie professionnelle.

Il faut recruter, dès à présent, face à la covid, des milliers d'enseignants.

Dans cette situation, les représentants de la FSU ont signé en juillet un accord sur le télétravail. Une autre négociation est en cours sur la protection sociale complémentaire (PSC).

Sous couvert d'une aide « médiocre », versée uniquement aux actifs titulaires, de 15€/mois pour une complémentaire santé (mutuelle ou assurance), la solidarité intergénérationnelle entre travailleurs et retraités – principe fondateur de la Sécurité de 45 – serait brisée et les remboursements limités à un « panier de soin ». C'est une nouvelle attaque contre la Sécurité sociale. La FSU ne doit pas signer cet accord.

Le Mandat de la FSU doit être clair

► Abrogation de la loi de transformation des lycées professionnels, des réformes du lycée et du bac, de Parcoursup, pour le retour à un vrai baccalauréat avec examen final, premier grade universitaire pour

choisir la filière de son choix.

► Recrutement immédiat de dizaines de milliers d'enseignants, de personnels administratifs, techniques, médicaux avec la réquisition des locaux nécessaires, et l'annulation des suppressions de postes prévues à la rentrée, réemploi de tous les contractuels.

► Augmentation générale du point d'indice et **revalorisation sans contreparties.**

► Maintien de notre statut, respect de la liberté pédagogique.

► Un statut de fonctionnaire pour les AESH.

► Abandon du plan « École d'avenir à Marseille ».

► Fonds publics à l'École publique.

► Défense de la Sécurité sociale, non à la signature de l'accord sur la PSC. ■

Pascal THIL, Bernard REVOLLON

LISTE ÉMANCIPATION

Contre les attaques de Macron et la régression sociale, changeons d'orientation !



Macron et son gouvernement attaquent la Fonction publique, les retraites, l'assurance-chômage... La crise sanitaire, sans arrêter le saccage de l'hôpital public, est utilisée pour attaquer encore plus les libertés (état d'urgence sanitaire), les droits des travailleur·ses (pass dit sanitaire), et diviser en créant de nouvelles inégalités. Alors que souffrance professionnelle, précarité et misère explosent, la colère sociale se heurte aux violences policières et à une répression renforcée (loi sécurité globale).

Education et services publics sont mis à mal :

- les réformes Blanquer menacent l'avenir des élèves, en particulier dans la voie professionnelle – voire cette voie elle-même.
- face à la crise sanitaire, les protocoles inadaptes et donc souvent inappliqués,

ont dégradé encore plus les conditions de travail et d'études.

► la précarité, déjà massive dans la voie professionnelle, augmente et masque le déficit en postes pérennes. Pas ou peu formés, mal payés, les AESH, au métier dénaturé par les PIAL, et les AED surchargés de tâches voient leurs revendications ignorées.

Mais la FSU, au lieu de construire le rapport de forces indispensable, s'obstine dans des « concertations »/cautions à la politique d'un pouvoir résolu à ne rien céder.

Nous proposons au contraire :

- pour bâtir le rapport de forces : l'auto-organisation des luttes (AG de personnels souveraines et coordonnées).
- sauvegarder les services publics : abrogation des contre-réformes (FP,

hôpital, école), maintien de l'éducation prioritaire et du cadre national de l'éducation, réemploi et titularisation immédiate et sans condition de tous les personnels précaires, fin du blocage des salaires, création des postes statutaires nécessaires.

► une école publique égalitaire, fondée sur la laïcité, le droit à l'éducation et le développement de l'esprit critique, sans hiérarchie entre les savoirs. Cela suppose la baisse des effectifs par classe et le respect de la liberté pédagogique.

► pour les libertés démocratiques : abrogation de tous les dispositifs liberticides, solidarité collective face à la répression des jeunes, des exilé·es, des militant·es... ■

Votez ÉMANCIPATION

Contact : tendance.emancipation@gmail.com

LISTE FRONT UNIQUE

La FSU doit rompre la concertation avec ce gouvernement ennemi des enseignants !

LE GOUVERNEMENT PROGRAMME LA MORT DES LP EN PROLONGEANT LES AIDES À L'APPRENTISSAGE !

L'objectif est clair : c'est de banaliser l'apprentissage comme mode de recrutement pour passer d'une formation **scolaire publique** avec des PLP sous statut à l'apprentissage offrant au patronat une main d'œuvre peu qualifiée et presque gratuite. C'est le sens des formations d'apprentissage dans les LP !

C'est le sens des mixités des parcours et des publics, remises en cause directes du statut des PLP par la transformation de leur mission et la menace de l'annulation !

C'est le sens de la réforme de la voie professionnelle qui acte la disparition progressive des spécificités de l'enseignement professionnel !

En prolongeant les aides à l'apprentissage, le gouvernement livrant des ouvriers gratuits aux patrons (+41 % en

un an) programme donc la mise à mort des LP !

Immédiatement, le SNUEP et la FSU doivent se prononcer pour le retrait de ces aides !

Le GRENELLE, OFFENSIVE SYSTÉMIQUE CONTRE le cadre national de l'enseignement et nos STATUTS

Fort de l'assise fournie par la PARTICIPATION des syndicats discutant de la déclinaison des mesures dans les Groupes de Travail, Blanquer avance dans le dépeçage des diplômes, qualifications, statuts, rémunérations. L'autonomie des établissements aux moyens soumis à des contrats de performance, le recrutement par « Validation des Acquis » introduisent encore plus le Patronat dans la voie pro. C'est la CONCURRENCE entre profs, LP, la fin des garanties COLLECTIVES durement conquises ! Les aumônes sé-

lectives conditionnées aux « compensations » ne font que préparer la dislocation de la grille indiciaire et la remise en cause de nos garanties statutaires en matière de rémunération – point d'indice, déroulements automatiques de carrières – que le gouvernement projette dans la conférence salariale où il veut faire endosser sa politique destructrice par les fédérations de fonctionnaires. La FSU doit donc immédiatement arrêter sa participation à cette conférence ! ■

La FSU DOIT ROMPRE AVEC LE GOUVERNEMENT ET ŒUVRER au FRONT UNI des SYNDICATS et CONFÉDÉRATIONS pour l'AFFRONTER et lui infliger une DÉFAITE ! SOUTENEZ CETTE ORIENTATION ; VOTEZ FRONT UNIQUE !

Robert RIZZO, PLP Conduite Routière
www.frontunique.com

LES COURANTS DE PENSÉE

UN DES TROIS PILIERS DE LA FSU

Les instances délibératives de la FSU rassemblent les syndicats nationaux, les sections départementales et les courants de pensée. Les syndicats nationaux disposent, dans toute instance délibérative, de la moitié des sièges, l'autre moitié étant répartie pour la représentation des sections départementales et des courants de pensée. La FSU reconnaît le droit aux syndiqué-es qui le souhaitent à se rassembler en courant de pensée et de soumettre leur orientation au vote de l'ensemble des syndiqué-es. Un vote d'orientation est donc organisé avant chaque congrès. Ce vote détermine la représentativité et la place des courants de pensée dans les instances. Il est assorti d'un système proportionnel dégressif, afin qu'aucun courant de pensée ne puisse détenir plus de 50 % + 1 siège dans une instance ou dans un congrès.

L'existence des courants de pensée, appelés aussi tendances, contribue à la recherche des convergences et à la construction d'orientations communes. Pour la FSU, le fédéralisme se fonde sur le principe du pluralisme et de la diversité des sensibilités dans les instances à tous les niveaux. Ainsi, la FSU associe l'ensemble des syndiqué-es aux débats et à la vie de la Fédération, favorisant ainsi l'émergence d'un véritable point de vue fédéral dans lequel chacun-e peut se reconnaître. ■

Calendrier du congrès

VOTE DES ADHÉRENT-ES
(2020-2021 et 2021-2022)
du 4 au 25 novembre 2021

CONGRÈS DÉPARTEMENTAUX
du 9 décembre 2021 au 20 janvier 2022

CONGRÈS NATIONAL
à Metz du 31 janvier au 4 février 2022



LE SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL PUBLIC

38 rue Eugène Udiné 75013 PARIS Tél. : 01 45 65 02 56
snuép.national@wanadoo.fr / www.snuép.fr

Supplément n° 1 au journal n° 124

Directeur de la publication : Axel Benoist
Collaboratif : Frédéric Allègre, Patrick Bernard, Isabelle Lauffenburger, Paul Lebouc, Laurence Trublereau.

PAO : Studio Sevillanes **N° CP** : 1223 S 05844
ISSN : 2800-8448 - 1 € **Régie publicitaire** : Com D'Habitude Publicité, Tél. : 05 55 24 14 03
clotilde.poitevin@comdhabitude.fr

Imprimerie : Comedit Beaugard
ZI Beaugard, BP39 61600 La Ferté Macé